

Registre des intérêts – Déclaration

Noms :...Testaz-Rouiller.....**Prénoms** : Claudine.....

Groupe/parti :Alliance Montaine.....

- a) Activités professionnelles **(fonction et entreprise)* :
...Responsable des finances...& comptable chez diabètevaud, Lausanne et
Comptable sénior chez adunaromandie, Lausanne
.....
- b) Fonctions assumées au sein d'organes de direction, de surveillance ou de conseil de personnes morales de droit privé ou de droit public sises ou actives sur le territoire communal et/ou subventionnées par la commune **(conseil d'administration, fondation)* :

- c) Fonctions assumées au sein de commissions ou d'autres organes de la Confédération, d'un canton ou d'une collaboration intercantonale ou intercommunale :---
- d) Appartenances et fonctions exercées dans des groupes politiques actifs au niveau communal, cantonal et/ou fédéral :
Caissière du Parti Libéral Radical, PLR, section du Mont-sur-Lausanne, et à ce titre membre du Comité. Membre de l'Alliance Montaine
- e) Appartenances et fonctions exercées pour le compte de groupes d'intérêts actifs sur le territoire suisse **(Greenpeace, Avenir Suisse, ASLOCA, CVI Chambre vaudoise immobilière)* :
--
- f) Appartenances et fonctions exercées au sein d'associations de quartier, de sociétés locales ou d'autres associations actives sur la commune :
Présidente de l'Echo des Bois (Chœur Mixte du Mont-sur-Lausanne)
Protestante pratiquante, fréquentant l'Eglise Réformée du Mont-sur-Lausanne
- g) Terrains et autres propriétés foncières sur le territoire de la commune – n° de parcelle(s):
Co-proprétaire avec mon mari de la parcelle 1159 sur laquelle est le chalet où nous habitons depuis 22 ans.
- h) Détention d'actions et/ou d'autres participations dans des personnes morales de droit privé ou de droit public sises ou actives sur le territoire communal et/ou subventionnées par la commune :
10 parts sociales de la Raiffeisen.....

Par sa signature, le/la Conseiller·ère communal·e reconnaît que toutes ses affirmations sont exactes.

Le Mont-sur-Lausanne, le 25.06.2024

Signature :



**Des exemples ont été ajoutés aux points a), b) et e) afin de faciliter la compréhension des renseignements demandés.*

Source : Art. 56 (RCC), Règlement ad hoc – Registre des intérêts

Contrôle : Tous les élu·e·s sont contrôlé·e·s durant la législature. Utilisation d'outils en libre accès : registre du commerce, registre foncier, moteurs de recherche, bases de données, etc...